

Bujumbura craint de voir ses troupes renvoyées des missions de paix

@rib News, 23/04/2014 Le président Burundais Pierre Nkurunziza a effectué mardi deux visites officielles en Somalie et en République Centrafricaine, pays où le Burundi a envoyé des troupes dans le cadre des missions de paix des Nations Unies et de l'Union Africaine. Selon une source diplomatique, le président Nkurunziza craint de voir l'ONU renvoyer les troupes burundaises de ses missions de paix, surtout en Centrafrique. [Photo : Nkurunziza accueilli mardi à Bangui par la présidente centrafricaine Catherine Samba-Panza]

Le message de l'Ambassadeur Power Samantha lors de sa visite au Burundi était significatif. Celle-ci avait souligné que « le Burundi a bien fait d'envoyer ses troupes en Centrafrique où elles ont aidé à ramener la paix, mais ne devra pas se servir de cette participation au maintien de la paix pour violer les droits de l'Homme à la maison », raconte notre source. On rappelle que les missions de maintien de la paix sont devenues l'une des grandes ressources du pays au moment où les indicateurs de l'économie burundaise sont au rouge. En plus, le pouvoir craint la réaction des soldats burundais qui seraient renvoyés des missions de la paix cause d'une politique maladroite du parti au pouvoir CNDD-FDD, ce qui risque même d'affecter le régime en place. Un leader de la société civile burundaise a réitéré abondamment dans le même sens. « Nous voyons que nous avons envoyé des troupes partout dans les missions de la paix; on va les renvoyer si le pouvoir continue à mal travailler », a déclaré Pacifique Nininahazwe la semaine dernière à la radio Isanganiro, l'une des stations privées de Bujumbura. On rappelle que des cas de violation des droits de l'Homme ont été signalés depuis la fin des élections de 2010, boycottées par l'opposition des partis de l'Alliance des démocrates pour le Changement ADC-Ikibiri. Des cas d'exécutions extrajudiciaires ont été signalés dans le pays et l'ONU a dû prendre les choses en main en exerçant une pression sur le Burundi et son Gouvernement pour juger les commanditaires de ces exactions qui visaient essentiellement les membres du parti FNL aile d'Agathon Rwasa. Plus de 300 cas ont documentés par l'ONU et chaque fois que la communauté internationale posait la question de savoir pourquoi des corps sans vie étaient retrouvés, ligotés, dans les rivières, la réponse du pouvoir était que « le Burundi est un pays stable, exportateur même de la paix », venant ainsi les missions de paix auxquelles participent les soldats burundais. C'est cette réponse non convaincante qui serait en train de choquer la communauté internationale. On ne peut pas prétendre faire du bien ailleurs et faire du mal chez soi, conclut notre source diplomatique. [JMM]